

FRATELLI TUTTI

Après Lumen Fidei qui nous parle de notre relation à Dieu et Laudato Si' de notre relation à la Création, Fratelli Tutti, la troisième encyclique du Pape François interroge les liens entre les êtres humains qui constituent la communauté humaine. Comme à propos de l'Amazonie, François veut nous faire partager son rêve de fraternité, un rêve qui se heurte à un monde très dur où les exclus sont de plus en plus nombreux, où les droits humains sont bafoués, où la violence et les conflits sont la règle et l'indifférence est de rigueur. Un monde très noir que le pape regarde en face mais sans désespérer en méditant sur la parabole du Bon Samaritain, celui qui a su se rendre proche de l'étranger détesté, du blessé que personne ne regardait.



Distribution de 2 500 tonnes d'aliments produits par le Mouvement des travailleurs ruraux Sans-Terre, au Brésil.

Mais cette belle fraternité de la parabole ne suffit pas et François en appelle à davantage, à ce qu'il nomme l'amitié sociale, celle qui reconnaît à tous les humains la même dignité inaliénable et ne peut accepter qu'ils n'aient pas tous accès à une vie digne.

Cette fraternité universelle ne peut pas se construire seulement par des gestes interpersonnels : *"Même le Bon Samaritain a eu besoin de l'existence d'une auberge qui lui a permis de résoudre ce que, tout seul, en ce moment-là, il n'était pas en mesure d'assurer."* (FT165). La construction d'une fraternité universelle, nous dit François, ne peut se faire

que par une *"meilleure politique"* qui rejette populisme et libéralisme pour se mettre au service du Bien commun. Le développement d'une véritable communauté mondiale réclame des institutions internationales fortes, mais aussi une culture du dialogue, de la bienveillance, la capacité à dépasser les conflits, à pardonner, à se réconcilier. Et c'est là que se situe la responsabilité des religions et de notre Église en particulier, *"une Église qui sert, qui sort de chez elle, (...) pour accompagner la vie, soutenir l'espérance, (...) pour établir des ponts, abattre des murs, semer la réconciliation."* (FT276). A quelques jours de Noël, écoutons l'appel qu'adresse cette encyclique à tous les peuples pour qu'ils se reconnaissent frères en humanité et deviennent des artisans de fraternité.

Dominique Rouyer (Viroflay)

A tous nous souhaitons un Joyeux Noël de paix et d'espérance Découvrez l'histoire

de Sébastien dans ce conte de Noël écrit par le père Henri Burin des Rozières, grand défenseur des paysans sans terre au Brésil.

<https://ccfd-terresolidaire.org/nos-publications/nos-outils-d-animation/conte-de-Noel-Bresil-6013>

L'IMPACT DE LA COVID EN AFRIQUE

Le Coronavirus ne connaît pas de frontière. Né en Asie, il s'est rapidement répandu à l'ensemble de la planète, provoquant une crise simultanément sur les plans sanitaire, économique, social et politique. Quelques éléments sur son impact en Afrique, valables pour la plupart pour les autres pays du Sud.

En Afrique, selon les statistiques du Centre de contrôle et de prévention des maladies de l'Union africaine, fin septembre 2020, 1,465 millions de cas de COVID-19 et 35 750 décès ont été signalés dans 55 pays africains ; début septembre, le taux de mortalité était de 2,4 % contre 3,4% au niveau mondial. Le pire était pourtant envisagé dans des pays africains où l'offre de soins intensifs reste plutôt limitée et concentrée dans les capitales.

L'économie est fortement affectée par les mesures de confinement dans des pays où le secteur informel est prédominant et où il n'existe **pas de filets de sécurité pour les travailleurs précaires**. En Afrique du Sud, on estime à 3 millions le nombre d'emplois perdus pendant le confinement.

Sur le plan alimentaire, la situation était déjà critique dans de nombreuses régions africaines, notamment du fait de facteurs climatiques et de leurs conséquences (sécheresses, inondations, invasion de criquets pèlerins) et de facteurs sécuritaires. La sous-alimentation en Afrique était, en 2019, de 19,1% de la population, soit plus de 250 millions de personnes sous-alimentées, contre 17,6% en 2014.

Exemple de la situation en RDC, au Nord Kivu

Selon le témoignage de la Présidente du comité paysan de plaidoyer de Kirumba (Uwaki Nord Kivu, partenaire du CCFD), les paysannes ne pouvaient écouler leurs produits faute de clients dans les marchés. En raison des restrictions de déplacement, les produits locaux (dont la farine de manioc) ont été difficilement écoulés vers les sites de vente. Les revenus des habitants de la région ont en général chuté en raison des mesures de confinement et de la perturbation de la vie économique.

Sur le marché de Goma, les produits vivriers locaux ont été concurrencés par les productions importées, notamment par les grossistes (comme le haricot et la farine de manioc importés de Tanzanie via le Rwanda - des containers de produits vivriers tanzaniens ont continué à traverser librement la frontière). Enfin, dans un contexte de crise économique, les vols de récolte ont augmenté.

Les paysannes n'étaient pas non plus en mesure d'appliquer des distances raisonnables de sécurité et regrettaient que les équipements nécessaires (eau chlorée, savon, etc.) n'aient pas été mis en place par les services en charge de l'hygiène.

Recrudescence des violences sur les femmes, parfois isolées.

Dès le mois d'avril, nous avons eu de nombreux retours de nos partenaires nous faisant part de la crainte d'une crise alimentaire majeure, aggravée par la crise de la Covid-19 : perte de revenus pour les paysans et hausse des prix des produits de première nécessité sur les marchés locaux du fait du **difficile écoulement des denrées alimentaires disponibles (restriction des mouvements) et de la déstructuration des chaînes locales d'approvisionnement** ; risques de pénurie des produits alimentaires et des intrants agricoles du fait d'une forte dépendance des pays africains aux importations pour leur sécurité alimentaire. Une crise d'accès à l'alimentation découlant de la crise économique et de la forte vulnérabilité des travailleurs du secteur informel est à prévoir.

Michel Rouyer (Viroflay)

VERS DES SYSTEMES AGRICOLES PLUS TERRITORIALISES

Au moment où le modèle agro-industriel dominant marque ses limites avec ses impacts sur la santé, sur l'environnement et le climat, il est intéressant de s'inspirer de démarches locales enclenchées depuis 10 ans par certains des partenaires du CCFD, tel le Groupe de Recherche et de Développement Rural (GRDR) au Mali et au Sénégal.

C'est une démarche qui a été initiée après les émeutes de la faim de 2008 provoquées par des spéculations sur les prix des produits de base sur le marché mondial. Il ne s'agit pas de revenir à un système ancien qui serait vu comme un idéal mais de faire travailler ensemble, sur un territoire donné, producteurs agricoles, transformateurs des produits de base, consommateurs et pouvoir public dans une démarche « de la fourche à la fourchette » afin de développer une agriculture plus résiliente, plus écologique tout en créant des emplois.

L'implication des pouvoirs publics à Kayes au Mali ou à Rufisque au Sénégal a été essentielle sur divers points. Il permet d'assurer une cohérence des politiques publiques, aide à faire dialoguer entre eux tous les acteurs de la filière et permet par la communication et les achats publics (hôpitaux, écoles, universités, casernes, prisons, etc.) d'encourager la production locale.

Au niveau des producteurs, ce soutien a facilité le développement de systèmes de production agroécologiques permettant de produire à plus grande échelle des produits sains, de qualité, beaucoup plus respectueux de l'environnement et des écosystèmes. Il a permis notamment la production d'intrants naturels à plus grande échelle : compost, biopesticides, multiplication de semences paysannes, etc.



Les échanges entre producteurs et consommateurs ont conduit à développer des filières de distribution nouvelles (ici une boutique à Kayes alimentée par une vingtaine de producteurs en agroécologie) et à multiplier les échanges directs par le biais de groupes whatsapp qui se sont révélés bien utiles pour faire face aux mesures de précautions prises pour faire face à la pandémie due à la Covid-19.

Un travail avec les transformateurs de produits agricoles a permis de développer ces activités au niveau régional dans une relation contractualisée avec les producteurs. Enfin, la mise en œuvre de nouveaux moyens (boutiques, caisses, paniers...) s'est faite en s'appuyant, chaque fois que c'était possible, sur les artisans et entreprises locales.

Sans chercher à faire vivre la région en autonomie complète sur le plan agricole, ces actions permettent, de manière très concrète, de créer des emplois en zones rurales dans les diverses activités (production, transformation, collecte, transport, distribution) et d'améliorer les conditions de vie dans ces régions.

AIDER NOS PARTENAIRES A FAIRE FACE A LA CRISE

La crise sanitaire a très fortement impacté les pays d'Amérique Latine, causant de nombreux décès, creusant les inégalités et menaçant de réduire à néant des décennies de lentes avancées socioéconomiques. Cette situation concerne très directement les partenaires de la SIDI qui développent des activités de microfinance dans ces régions et donne tout son sens à la notion d'épargne et de finance solidaire.

Pour la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC), une organisation régionale des Nations Unies, les conséquences de la crise pourraient faire retomber dans la grande pauvreté 45 millions de personnes dans cette région, portant ainsi le nombre total des pauvres à 231 millions, soit 37,3% de la population.

La limitation des déplacements, la mise en place d'un couvre-feu voire d'un confinement dans certains pays, ont perturbé les activités de nombreux micro-entrepreneurs. Sans trésorerie, ni épargne suffisante, de nombreux clients d'IMF (Institutions de Micro Finance) se sont retrouvés dans l'incapacité de rembourser leurs crédits, ce qui a exposé les IMF à un risque de manque de liquidités.

La SIDI, Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement, est une [entreprise solidaire d'utilité sociale](#).

Créée en 1983, par le CCFD-Terre Solidaire, elle a pour mission de contribuer à la promotion d'une économie plus inclusive, qui donne sa chance aux populations défavorisées, dans les pays du Sud et de l'Est

Pour prendre l'exemple de SICSA, un partenaire de la SIDI, cette organisation a dû adapter les modalités de ses financements pour soutenir les IMF les plus fragilisés par la crise. SICSA est un acteur significatif du paysage de la microfinance en Amérique Centrale, et appuie actuellement 37 IMF de petite taille réparties dans 6 pays (Nicaragua, Honduras, Salvador, Costa Rica, Panama, Guatemala). L'institution a déjà pu faire preuve d'une forte capacité de résilience en réagissant rapidement à la crise politique, sociale et économique qui a éclaté en 2018 au Nicaragua.

Dès le début de l'épidémie de la Covid-19, SICSA a décidé de s'organiser pour définir une nouvelle politique de crédit et assurer le traitement des demandes de rééchelonnement de ses IMF partenaires au cas par cas. Pour pouvoir continuer à ajuster ses financements, SICSA a elle aussi fait une demande de report d'échéance de ses crédits adressée à l'ensemble de ses prêteurs. Un accord a été trouvé entre tous les financeurs pour lui apporter une réponse coordonnée.

Grâce à son modèle économique et social, la SIDI est l'investisseur qui a pu effectuer le plus long report. La SIDI se concentre actuellement sur l'appui à la recherche de nouveaux financements pour SICSA car celle-ci va devoir rembourser davantage en 2021, du fait des reports, tout en continuant à financer ses partenaires. S'appuyant sur ses actionnaires solidaires, la SIDI a pu faire preuve de patience et de flexibilité car il était primordial que l'institution continue à soutenir ceux qui sont les plus vulnérables face à la crise.

**POUR PERMETTRE AU CCFD-TERRE SOLIDAIRE DE SOUTENIR SES ACTIONS,
FAITES UN DON AVANT LA FIN DE L'ANNEE 2020 SUR <https://ccfd-terresolidaire.org>**

**POUR DONNER DU SENS A VOTRE EPARGNE, DEVENEZ ACTIONNAIRE INDIVIDUEL DE LA
SIDI (sur [www,sidi.fr](http://www.sidi.fr)) ET/OU SOUSCRIVEZ A UN DES FONDS SOUTENUS PAR LE CCFD
(voir sur <https://ccfd-terresolidaire.org/nous-soutenir/epargnesolidaire/>)**

POUR PARTICIPER A NOTRE ACTION, CONTACTEZ NOUS VIA ccfd.viroflay@gmail.com